

Case
folio
FRC
27980



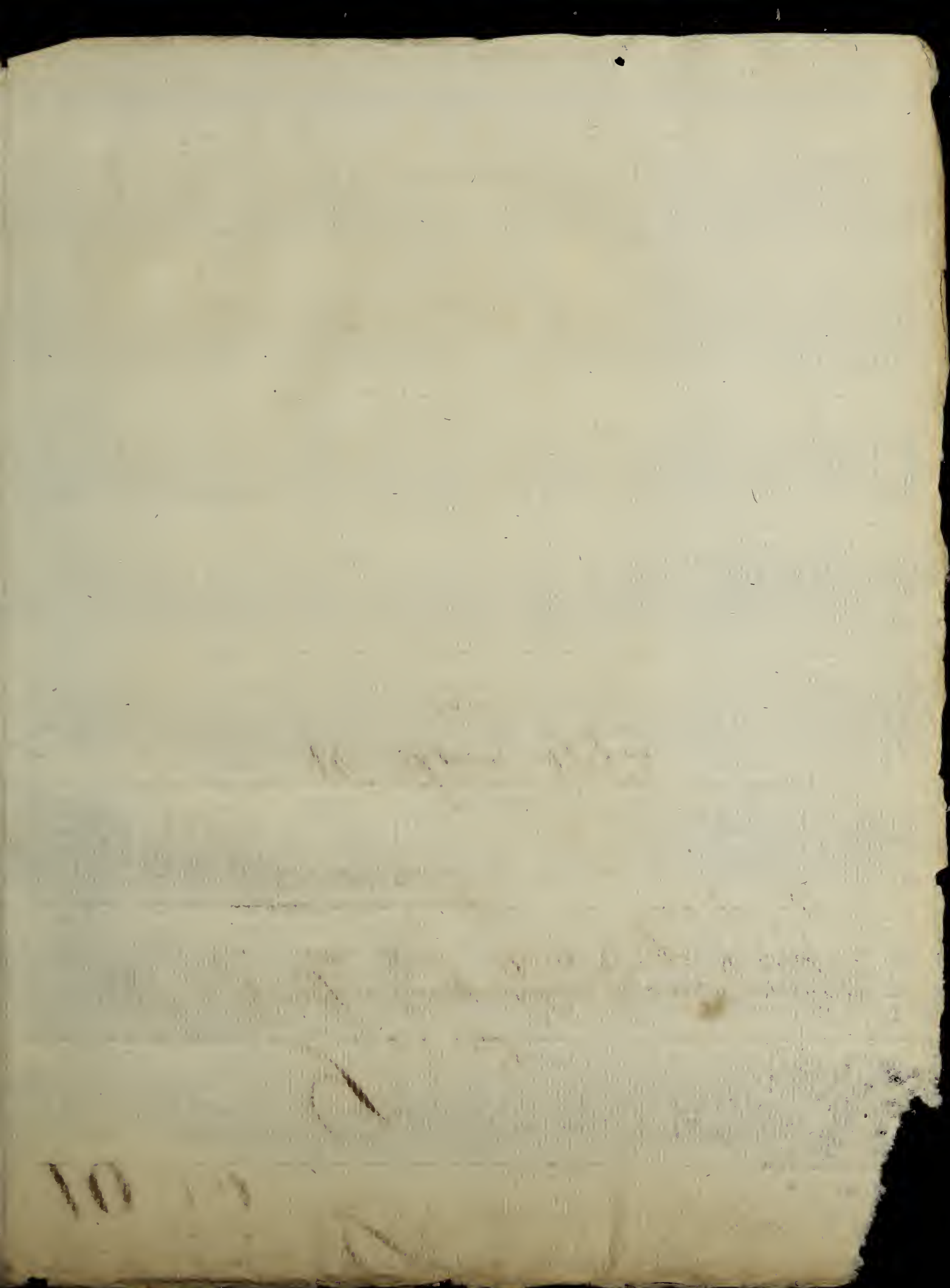
A R R Ê T DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Du 29 Septembre 1781.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI s'étant fait représenter, en son Conseil, le procès-verbal dressé le 4 de ce mois, par l'Inspecteur de la Librairie & par les Syndic & Adjointes de la Chambre Syndicale de Toulouse, qui constate que le sieur Broulhet, Libraire de cette ville, a contrevenu 1.^o à l'article XC du Règlement de 1723, en ce qu'il a reçu une balle qui n'a point été visitée à la Chambre Syndicale, conformément aux Règlements; 2.^o à l'article IX de l'arrêt du Conseil du 30 août 1777, concernant les contrefaçons, en ce qu'il a été trouvé saisi d'Ouvrages contrefaits antérieurement audit arrêt, & non estampillés; Sa Majesté a jugé qu'il étoit nécessaire de prévenir des abus de cette nature. A quoi voulant pourvoir; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de M. le Garde des Sceaux, a ordonné & ordonne que l'article XC de l'arrêt du Conseil du 28 février 1723 sera exécuté suivant sa forme

& teneur : En conséquence , fait Sa Majesté très-expresses défenses à tous Libraires , Imprimeurs , Fondateurs & autres , de recevoir aucuns livres , estampes ou caractères d'imprimerie , quand même ils se trouveroient mêlés avec d'autres marchandises , s'ils n'ont été préalablement visités dans la Chambre Syndicale , à peine de confiscation , tant des livres , estampes & caractères , de quelque nature qu'ils soient , que des autres marchandises qui s'y trouveront jointes , de *Trois mille livres* d'amende , & de tous dépens , dommages & intérêts : Ordonne que la balle mentionnée au procès-verbal sera confiscuée & mise au pilon ; & pour la contravention , condamne le sieur Broulhet en *Trois mille livres* d'amende. Ordonne pareillement Sa Majesté , que l'article IX de l'arrêt du Conseil du 30 août 1777 , concernant les contrefaçons , sera exécuté selon sa forme & teneur ; en conséquence , que les treize exemplaires de l'*Histoire universelle* contrefaits & non estampillés , seront confiscués & mis au pilon ; & pour la contravention , condamne le sieur Broulhet en *Six mille livres* d'amende. Veut Sa Majesté que lescdites amendes soient remises ès mains des Syndic & Adjoints de la Chambre Syndicale de Toulouse , pour en être fait l'emploi qui sera ordonné par Sa Majesté. Enjoint au sieur de Saint-Priest , Intendant , Commissaire départi en Languedoc , de tenir la main à l'exécution du présent arrêt , qui sera imprimé , publié & affiché par-tout où besoin fera , & transcrit sur les registres de toutes les Chambres Syndicales du royaume. FAIT au Conseil d'État du Roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le vingt-neuf septembre mil sept cent quatre-vingt-un. Signé AMELOT.



1055
Demandes Engagés

Secret

Relatif à l'acquisition des Demandes
de l'Isle Adam, Steers, Lays & autres,
du nombre de quarante neuf faite par
ci-devant Roi.

16 Juin 1793